

Kenya: L'interdiction des pesticides divise le monde agricole

Page 11

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 10 janvier 2022

7 jrs/7

N°1829 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

La CEDEAO durcit les sanctions contre le Mali

Page 9





www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

L'ONU contre l'expulsion de 8 Rwandais du Niger

Page 12



Les Fake news, une entrave à la lutte anti COVID en Afrique

Page 7



CAN Cameroun 2022 : Quid des menaces sécuritaires ?

Page 13



SOUDAN

Des Soudanais se prononcent après la démission d›Abdallah Hamdok

L'annonce de la démission d'Abdallah Hamdok est un nouveau coup dur pour le Soudan, un pays menacé par la dictature depuis le putsch du 25 octobre dernier par les militaire. Les militaires sont désormais seuls au pouvoir, une situation diversement appréciée par des citoyens.



Le premier ministre soudanais Abdallah Hamdok à rendu sa démission après être passé du rang d'espoir à celui de traître



Au moins 57 civils sont morts lors de manifestants contre les militaires depuis le putsch du 25 octobre dernier

Le dimanche 2 janvier, le premier ministre soudanais Abdallah Hamdok à rendu sa démission, après avoir tenté de faire bonne figure après plus d'un mois. C'est un grand vide qu'il laisse à tête du pouvoir, un pouvoir désormais aux mains des militaires putschistes. Sa démission est diversement appréciée par les soudanais. « Le Soudan perd une personnalité importante et reconnue à la fois par la communauté internationale et le peuple soudanais a expliqué à Africanews, Mohamed al-Mubarak al-Sediq. Nous espérons qu'il part pour revenir en indépendant et briguer le poste de président.» «Hamdok a envoyé un message fort à tous les politiciens soudanais. Il montre qu'il faut se retirer si l'on n'est pas en mesure d'assumer ses fonctions. C'est la meilleure leçon à donner. Il n'est jamais arrivé dans l'histoire du Soudan qu'une personne se manifeste et admette franchement sa défaite devant le peuple.», a déclaré un autre soudanais, Khaled Abbas Adam.

L'opposition du pays a également salué la démission d' Abdallah Hamdok, tout en espérant voir émerger de nouvelles personnalités. Pour les opposants, non seulement Abdallah Hamdok n'était plus

La suite à la page 3

ÉGYPTE

La suite de la page 2

légitime à son poste depuis le putsch mais selon eux, il n'est pas le seul à pouvoir exercer ces fonctions dans le pays. "Le Soudan compte d'autres patriotes dans ses rangs.», a déclaré Mohamed al-Amin Dawood, cité par Africanews.

Le masque a fini par tomber

Démis de ses fonctions le 25 octobre dernier par le général Abdel Fattah al-Burhan, remis en selle un mois plus tard par le même général, Abdallah Hamdok est passé du rang d'espoir à celui de traître. Le masque de démocrate égaré ayant perdu ses marques, sa réputation et ses principes pour protéger des militaires en train de tirer sur la population civile, a fini par tomber, rapporte un média français. Placé dans une position, à en croire Le Monde, il a avoué son impuissance à la télévision pour justifier sa démission, mais aussi dit son pessimisme, jugeant que la « survie » du Soudan est « menacée ». Alors que Hamdok allait a annoncé sa démission des Soudanais se mobilisent toujours dans la capitale pour exiger le départ des putschistes. Plusieurs dizaines de morts et des blessés ont été enregistrés depuis octobre dernier.

Sources: Africanews, Le Monde, France24

Line Rose

Revenus records de 6,3 milliards de dollars pour le canal de Suez



Les recettes du canal de Suez ont enregistré une hausse de 13% en 2021, par rapport à 2020

En Egypte, les revenus du canal de Suez ont atteint 6,3 milliards de dollars américains en 2021, soit le chiffre le plus élevé de l'histoire du canal, a annoncé dimanche 2 janvier 2022, le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Ossama Rabie.

En 2021, le canal de Suez a enregistré son plus haut chiffre d'affaire, jamais enregistré, avec un revenus records de 6,3 milliards de dollars, au cours de l'année. A en croire le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Oussama Rabie, cité par Africanews, ce chiffre d'affaire représente une hausse de 13%, par rapport à l'année 2020. Le canal a vu transiter 1,27 milliard de tonnes de cargaisons diverses, «ce qui dépasse l'intégralité des chiffres enregistrés jusqu'alors», a-t-il expliqué. De plus, selon le SCA, le nombre de navires ayant emprunté le canal de Suez a atteint 20.694, contre 18.830 en 2020, soit plus de 56 navires par jour.

Des revenus malgré le blocage du trafic en mars

La suite à la page 4

La suite de la page 3



Le 23 mars 2021, le canal a été bloqué par le porte-conteneurs géant Ever Given, occasionnant une importante perte financière

Les revenus du canal de Suez ont atteint un chiffre record en 2021, en dépit du blocage en mars de cette route par le porte-conteneurs géant Ever Given, occasionnant une importante perturbation du commerce maritime mondial. D'après la SCA, l'Égypte a perdu de 12 à 15 millions de dollars par jour durant les six jours de fermeture et un de ses employés est décédé pendant le renflouage du navire. Pour le responsable du canal Ossama Rabie, ces records reflétaient la flexibilité de la SCA dans la gestion de la crise causée par la pandémie de COVID-19.

Le canal de Suez est une véritable bouée de sauvetage pour le commerce maritime mondial, car il permet aux navires de voyager entre l'Europe et l'Asie du Sud sans avoir à contourner l'Afrique, réduisant ainsi la distance entre l'Europe et l'Inde d'environ 7.000 km. Il est également une importante source de revenu pour l'Egypte. Par ailleurs, en novembre, la SCA avait décidé d'augmenter de 6% les droits de passage pour les navires à l'exception de ceux transportant des touristes ou du gaz liquéfié à partir de janvier 2022.

Sources: Africanews; XINHUANET

Line Rose

Une coalition de partis politiques s'oppose à la proposition de la junte de prolonger la transition

Le Cadre des partis politiques pour une transition réussie, une coalition de 100 partis et de 60 associations de la société civile est opposé au projet de prolongation de la durée de la transition.Selon l'un de ses porte-parole, Ismaël Sacko, président du PSDA, le Parti social-démocrate africain au Mali, la coalition a rejeté la proposition faite par la junte de prolongation de cinq ans de la transition.

Ismaël Sacko, le premier responsable du PSDA et un des porte-parole du Cadre des partis politiques pour une transition réussie a jugé « irresponsable » la demande de prolongation de cinq ans la transition par la junte. Ce rassemblement de partis politiques, a rejeté la nouvelle échéance de la junte en ce sens que pour lui, outre qu'elle "viole la charte de la transition, elle n'a pas fait

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Ismaël Sacko, le président du PSDA est vent débout contre la prolongation de la transition de cinq ans, annoncé par la junte au pouvoir



Les autorités maliennes ont annoncé leur incapacité d'organiser les élections en février et ont proposé de prolonger la transition de cinq ans

l'objet de discussions au Mali et ne saurait être en aucun cas une aspiration profonde du peuple malien ». Selon RFI qui a interviewé l'opposant, Ismaël Sacko a appelé à l'union pour que à partir du 27 février prochain, les autorités de la transition soient déclarées illégitimes et « qu'une autre équipe, que nous choisirons entre Maliens, prenne la direction du Mali ».

Le 27 février 2022 était la date à laquelle les autorités de la transition s'étaient engagées à organiser un scrutin. Le nouvel échéancier proposé par la junte table sur la tenue d'un référendum constitutionnel en janvier 2024, sur des élections législatives et sénatoriales couplées en novembre 2025 et sur une élection présidentielle au plus tard en décembre 2026.

Un sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali

Les dirigeants ouest-africains se réuniront en sommet extraordinaire sur le Mali le 9 janvier à Accra. A l'occasion, Ismaël Sacko a souhaité que la CEDEAO soit ferme contre la junte militaire afin de sortir le pays de "l'impasse", a-t-il dit selon RFI. « Nous sommes dans l'impasse parce que nous craignons que la CEDEAO sanctionne le pays, parce que nous avons une population qui pourrait être demain à court de moyens et de nourriture... », a poursuivi l'opposant.

Le 12 décembre dernier, l'organisation avait exigé des élections en février et menacé d'imposer des sanctions supplémentaires dès janvier si les autorités maliennes ne s'engageaient pas à organiser un scrutin le 27 février 2022. Cependant, celles-ci avaient notifié à la CEDEAO qu'elles seraient dans l'incapacité d'organiser des élections présidentielle et législatives en février, invoquant la situation sécuritaire du pays.

Sources: rfi, Le Monde

Line Rose

CENTRAFRIQUE

Les salariés du secteur privé bénéficient d'une hausse du salaire minimal

Les Centrafricains seront légèrement mieux rémunérés dès le début de cette année, suite à la décision du gouvernement de procéder à la revalorisation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), de 35%. Le Salaire minimum agricole garanti (SMAG) a été également revalorisé. Ces revalorisations en trente ans ne satisfont que partiellement les syndicats.



Le gouvernement centrafricain a décider de revaloriser de 35% le SMIG du secteur privé

Les Centrafricains, salariés du privé connaitront une légère hausse de salaire dès le début de cette année, après trente ans d'attente. C'est ce qu'ont décidé les autorités du pays, en annonçant la hausse du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de 35%. Le SMIG passe ainsi de 18 850 à 29 000 francs CFA. Le Salaire minimum agricole garanti (SMAG) a été également revalorisé. Il ne peut plus être inférieur à 1000 FCFA par jour.

Cette décision gouvernementale intervient alors que la situation devenait intenable dans le pays, marqué notamment par une augmentation régulière des prix. Cependant, de façon générale, si la mesure est notable elle n'a pas entièrement satisfait les syndicats.

Les syndicats insatisfaits

Les syndicats auraient souhaité une revalorisation de 100%, selon le site Financial Afrik. D'après les organisations syndicales, l'inflation galopante et les différentes crises sociopolitiques que connait le pays ne peuvent permettre aux citoyens de vivre décemment de ces revenus.

Pour les fonctionnaires et les agents de l'Etat qui ne sont pas concernés par cette hausse, les syndicats négocient actuellement une augmentation de 40% des salaires de la fonction publique. A en croire RFI, le gouvernement doit faire des propositions d'ici le second semestre 2022, allant dans ce sens.

Il faut noter que contrairement au secteur privé, la fonction publique centrafricaine a eu droit à des hausses du salaire minimum ces dernières années.

Par ailleurs, avec le Covid-19 et le regain d'insécurité, on estime que la République centrafricaine pourrait perdre quatre ans de croissance du revenu par habitant, avec des estimations montrant que le PIB par habitant devrait rester au même niveau en 2023 qu'en 2019, a rapporté Financial Afrik.

Source: rfi; Financial Afrik

Line Rose

SANTE

Les Fake news entravent la lutte contre le COVID en Afrique

Des préjugés sur la pandémie à coronavirus se sont propagés à travers l'Afrique via les réseaux sociaux, alimentant ainsi la méfiance à l'égard des vaccins conçus pour protéger les personnes selon la DW. Des influenceurs de premier plan ayant même colporté de fausses nouvelles.



En Afrique la lutte contre le coronavirus passe d'abord par la lutte contre la désinformation



La lutte contre le Covid est fortement retardée du fait des Fake news

Beaucoup de pays africains n'ont pas pu vacciner la majorité de leur population en raison d'un manque de doses . Cependant, le niveau élevé d'hésitation face à la vaccination est encore plus inquiétant, indique DW. En effet, les fausses nouvelles appelées Fake news en anglais, sur les vaccins COVID-19 qui se sont propagées sur les réseaux sociaux en Afrique ont joué un rôle majeur. Il faut noter que la lutte contre la pandémie de coronavirus dure depuis près de deux ans sur fond d'émergence de nouvelles variantes. En Afrique, la lutte contre la pandémie est parsemée d'obstacles. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait fixé un objectif de fin d'année pour chaque pays africain de vacciner pleinement 40% de sa population, mais cet objectif a été manqué.

Et pour cause, depuis le début de la pandémie, les rumeurs et théories du complot vont bon train, déstabilisant de nombreuses personnes et rendant les campagnes de vaccination plus difficiles.

Des groupes s'organisent pour traquer la désinformation sur les réseaux sociaux

Seuls sept des 54 pays du continent ont atteint l'objectif de 40 %, selon l'OMS. Cela correspond à environ 9% des Africains entièrement vaccinés contre le COVID. Une femme

La suite à la page 8

TANZANIE

La suite de la page 7

qui a rejoint une file d'attente pour se faire vacciner dans un petit village de l'est du Kenya a déclaré à DW que beaucoup de ses amis avaient refusé de se faire vacciner. «*J'ai aussi eu un malaise*», a-t-elle déclaré. Mais elle a finalement saisi l'opportunité et a obtenu son coup. La raison de la méfiance de ses amis, a-t-elle dit, était qu'ils «*avaient peur de mourir soi-disant deux ans après la vaccination*». De fausses informations sont propagées par des personnes en vue. «*Une grande influence dans la propagation des [fake news] vient également des chefs religieux qui prétendent que les vaccinations ont des effets sur la fertilité des femmes, l'allaitement et même la mort*», a déclaré à DW le responsable de l'infodémie de l'OMS, Sergio Cecchini. Ces fausses déclarations sont l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses personnes ne se font pas vacciner. Toutefois un peu partout en Afrique des groupes s'organisent pour traquer la désinformation sur les réseaux sociaux afin de lutter contre ce fléau de Fake news.

source : DW

Pierre Oued.

L'ancien Premier ministre Joseph Warioba souhaite une nouvelle Constitution d'ici 2024



L'ancien Premier ministre tanzanien Joseph Warioba a conseillé au gouvernement d'organiser un référendum sur une nouvelle constitution avant les élections générales de 2025

La déclaration de M. Warioba intervient au milieu des tensions entre les politiciens à propos du processus électoral d'autres appelant à des réformes au sein de la Commission électorale nationale (NEC) avant la nouvelle constitution. S'exprimant lors d'un entretien avec le journal Mwananch i, M. Warioba a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de tensions car le processus constitutionnel n'empêche pas d'autres choses d'être réformées. M. Warioba, qui était le président de la Commission de révision constitutionnelle créée par l'ancien président Jakaya Kikwete en 2012, a déclaré que le processus était presque terminé, après l'approbation du projet de Constitution par l'Assemblée constituante qui tient compte de l'opinion publique."Après l'adoption de la constitution proposée, elle était censée faire l'objet d'un référendum. Mais le juge a déclaré que nous nous préparions pour les élections générales", a-t-il déclaré. « Il a dit que nous ne pouvions pas faire à la fois le référendum et

La suite à la page 9

La suite de la page 8



Warioba a suggéré que le référendum devrait avoir lieu lorsque les Tanzaniens éliront les dirigeants civils en 2024

les élections générales, demandant le report du référendum et c'est ainsi que cela a été fait. On s'attendait donc à ce qu'après les élections de 2015, des dispositions soient prises pour organiser le référendum, mais cela n'a pas été le cas », a-t-il ajouté.

Rassemblements pour la campagne

L'ancien PM estime que dans la situation actuelle, il serait difficile de terminer le processus référendaire en raison de Covid-19, car des rassemblements électoraux devraient avoir lieu, tout en faisant également référence à la situation économique désastreuse. Le juge Warioba a conseillé aux dirigeants des partis politiques de se rencontrer pour discuter de la manière de mener à bien le processus.« À mon avis, je pense que le référendum peut se faire en 2024 car c'est l'année des élections locales. Pour réduire les coûts, nous pouvons combiner les élections locales avec le référendum », a-t-il déclaré.

Source : Nation Africa

K.Fiakofi

La CEDEAO adopte des sanctions « très dures »contre la junte au pouvoir

Réunis en sommet extraordinaire à Accra, au Ghana, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont adopté des sanctions ''très dures'' à l'encontre du Mali et ses autorités militaires. Des décisions entérinées par l'UEMOA, l'organe économique et monétaire des huit pays ouest africains qui utilisent le F CFA. La junte militaire au pouvoir à l'issue d'une assise nationale tenue la semaine dernière avait décidé de mener une transition de cinq ans à la tête du pays d'Afrique de l'ouest en proie à des attaques terroristes.

La junte militaire dirigée par le colonel Assimi Goïta , au pouvoir au Mali depuis aout 2020, avait décidé lors des assises nationales qui ont réuni les forces vives de la nation, de mener une transition sur cinq ans , au cours de laquelle des élections présidentielle et législatives étaient prévues.

La raison invoquée : l'insécurité dans le pays marquée par des attaques terroristes. Une décision qui avait suscité un tollé au Mali et des menaces de la communauté internationale obligeant les autorités de Bamako a proposé un nouveau calendrier d'une transition d'au moins 4 ans. Un nouveau calendrier proposé par Bamako jugé « inacceptable » par les dirigeants des pays de l'Afrique de l'Ouest. Lors d'un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) tenu à Accra au Ghana , ce dimanche 9 janvier 2022, les dirigeants de l'organisation sous régionale ont adopté des mesures ''très dures'' contre les autorités militaires et le Mali. Ce sont entre autres :

La suite à la page 10

La suite de la page 9





La junte militaire avait à plusieurs reprises exprimé son incapacité de tenir des élections dans le contexte que connait le Mali actuellement

la fermeture des frontières entre le Mali et les pays membres de la Cédéao ; le gel des actifs maliens au sein de la Banque Centrale des États d›Afrique de l'Ouest ; la suspension des transactions sauf pour les produits de première nécessité et pharmaceutiques ; la coupure des aides financières et le rappel des ambassadeurs des pays membres au Mali. Selon un communiqué de la CEDEAO publié en fin de matinée du dimanche, ces décisions ont été adoptées en raison du non-respect par la junte au pouvoir au Mali de l'échéance de février pour organiser des élections et ramener les civils au pouvoir. « Ces sanctions seront appliquées immédiatement. Elles seront progressivement levées uniquement après l'obtention dun chronogramme satisfaisant soit finalisé », précise le document. Dans le communiqué publié après la réunion de la CEDEAO, les dirigeants « regrettent le manque de volonté politique des autorités de transition, qui a conduit à l'absence de progrès tangible dans la préparation aux élections ».

L'UEMOA adopte elle aussi des mesures

La conférence des chefs d'Etat appelle, par ailleurs, l'Union africaine, les Nations Unies et les autres partenaires à soutenir le processus d'application de ces sanctions et à continuer d'apporter leur soutien à une transition politique et acceptable. En marge du sommet extraordinaire de la CEDEAO, une rencontre des chefs d'État de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA) a eu lieu, les huit pays de L'UEMOA étant membres de la CEDEAO. Dans un communiqué signé par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, la conférence des Chefs d'Etat « relève l'absence de progrès dans le processus de restauration d'un cadre constitutionnel et démocratique normal au Mali ». En conséquence, l'UEMOA décide « d'endosser les sanctions » décidées par les chefs d'Etats de la CEDEAO. « Les chefs d'Etat et de gouvernement imposent des sanctions additionnelles vigoureuses incluant notamment des sanctions économiques et financières », poursuit le document sans donner de détails sur ces sanctions.

Auguste Don de Dieu

KENYA

Le monde agricole divisé sur l'interdiction des pesticides pour s'aligner sur le Green Deal

La communauté agricole kényane est divisée quant aux efforts déployés par ses parlementaires pour aligner leur réglementation sur les pesticides sur le Green Deal de l'Union Européenne.



Le secteur agricole du Kenya pourrait perdre plus de 150 milliards de shillings si l'interdiction de l'utilisation des produits chimiques entrait en vigueur

Le secteur agricole du Kenya pourrait perdre plus de 150 milliards de shillings soit 1,2 milliard d'euros si l'interdiction de l'utilisation des produits chimiques agricoles entrait en vigueur, affirme l'Institut Tegemeo de recherche et de politique, basé à l'université d'Egerton, un institut spécialisé dans l'agriculture situé dans le centre du Kenya."Si l'interdiction entre en vigueur, le Kenya n'aura d'autre choix que de devenir un importateur de denrées alimentaires pour répondre aux besoins de sa population, car une quantité importante de nourriture sera perdue",a déclaré à Reuters Timothy Njagi, de l'université Egerton.L'alignement sur les règles européennes en matière de pesticides aiderait les agriculteurs et les producteurs désireux d'exporter vers l'UE, mais pourrait poser des problèmes aux agriculteurs de subsistance et aux petits exploitants qui ne le font pas. Ces dernières années, la production agricole dans toute l'Afrique de l'Est a été victime d'invasions de criquets, ce qui a entraîné une forte utilisation de pesticides. Jusqu'à 90 % de la production kényane de produits frais dépend de petits exploitants possédant des terres d'une superficie comprise entre un demi et cinq hectares.

Le Green Deal européen "doit être considéré comme un outil de politique étrangère pour l'UE, car il va affecter tous les pays du monde avec lesquels l'UE commerce", a déclaré à Reuters Olumide Abimbola, du Carnegie Endowment for International Peace.Le Parlement kenyan envisage d'imposer une interdiction totale des produits agrochimiques qui ont été interdits dans l'UE. Cette décision a été prise après que Gladys Shollei, membre de l'assemblée du comté de Uasin Gishu, a déposé une pétition publique au Parlement, affirmant que le volume des produits antiparasitaires importés avait plus que doublé en quatre ans, ce qui constituait un risque pour la santé et l'environnement. Toutefois, les défenseurs de l'environnement affirment que des produits non toxiques peuvent être utilisés pour protéger les cultures."Les agriculteurs kényans méritent de connaître la vérité sur les pesticides. Les associations qui défendent l'utilisation des pesticides ont induit en erreur nos agriculteurs, qui méritent de connaître la vérité sur les pesticides toxiques", a déclaré Claire Nasike, chargée de campagne de Greenpeace Africa Food.

Source: Euractiv

K.Fiakofi

NIGER

L'ONU ordonne à Niamey de suspendre l'expulsion des 8 Rwandais

Un tribunal des Nations Unies a ordonné mardi 04 janvier 2022 à Niamey de suspendre l'expulsion vers le Rwanda de 8 Rwandais impliqués dans legénocide de 1994.





Le gouvernement nigérien a annoncé l'expulsions, fin décembre, des 8 Rwandais de la capitale Niamey, invoquant des «raisons diplomatiques

Le gouvernement nigérien a annoncé les expulsions fin décembre, un mois seulement après l'accueil officiel des Rwandais dans la capitale Niamey, invoquant des « raisons diplomatiques ». Cependant, un juge du Mécanisme international, appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, a ordonné vendredi au Niger de « suspendre » les renvois car ils pourraient constituer une violation des accords antérieurs de l'ONU. Un porte-parole de l'ONU à New York a confirmé à l'AFP lundi la publication officielle de l'ordonnance du tribunal. Les avocats des Rwandais avaient fait valoir que le Niger s'était engagé à accueillir le groupe après avoir répondu devant le tribunal pénal international de leur rôle dans le génocide.

Sur les huit personnes du groupe, quatre ont été reconnues coupables de crimes pendant le génocide par le Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda (TPIR) et ont purgé leur peine, les quatre autres ont été acquittés. Un groupe de coordination rwandais d'organisations de rescapés du génocide avait salué les expulsions. Environ 800 000 personnes sont mortes entre avril et juillet 1994 au Rwanda alors que le régime extrémiste hutu tentait d'éliminer la minorité tutsie, provoquant, selon l'ONU, l'un des plus grands massacres du XXe siècle.

Source: Africa.cgtn.

K.Fiakofi

SPORT

CAN Cameroun 2022 : Quid des menaces sécuritaires qui planent sur l'évènement?

Du constat de la chaîne de télévision France 24, entre la menace des séparatistes armés dans les régions anglophones et celle des jihadistes dans le Nord, le contexte sécuritaire au Cameroun est tendu. La Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, elle, a débuté hier dimanche 9 janvier.



Les forces de sécurité camerounaises veillant sur les abords d'un stade durant l'édition du CHAN en 2021

Contexte sécuritaire tendu avant l'ouverture dimanche 9 janvier de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun. Menaces des séparatistes armés anglophones d'un côté, risques d'attaques des jihadistes de Boko Haram et du groupe État islamique de l'autre etc. Des menaces qui, selon le média français, pourraient perturber le bon déroulement de la compétition. En plus de la pandémie de Covid-19 et de la nouvelle vague du variant Omicron, qui ont suscité d'intenses spéculations sur un report de la compétition phare du ballon rond sur le continent, la sécurité est l'autre grand défi des organisateurs de l'évènement dans un pays en situation de guerre, dans une partie de son territoire. Depuis quatre ans, relève notre source, les régions habitées principalement par la minorité anglophone, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, sont en proie à un sanglant conflit entre groupes armés réclamant l'indépendance qui multiplient les attaques meurtrières et forces de sécurité qui mènent une répression impitoyable. Les violences ont fait plus de 3.500 morts et plus de 700.000 déplacés dans l'Ouest et les civils, pris en tenaille, sont les principales victimes de crimes et d'exactions des deux camps, selon des ONG internationales et l'ONU. Certains groupes armés, d'après France 24, ont promis de perturber la compétition et envoyé des lettres de menace aux équipes du groupe F (Tunisie, Mali, Mauritanie et Gambie) qui vont jouer à Limbé et s'entraîner à Buea, respectivement station balnéaire et chef-lieu de la région du Sud-Ouest.

Des menaces sécuritaires, mais…

«Les menaces sont très sérieuses», estime Blaise

La suite à la page 14

SPORT

La suite de la page 13



Face à la menace sécuritaire, le gouvernement camerounais est ferme et rassure quant au déroulement normal de la CAN

Chamango, responsable de l'ONG Human Is Right, établie à Buea. «Mercredi, il y a eu une explosion à Limbé dans une vente à emporter, c›est un message fort», assure-t-il au téléphone à l›AFP. «Le gouvernement a déployé les soldats lourdement armés sur presque tous les carrefours de Buea et Limbé notamment. Les forces de défense et de sécurité opèrent des arrestations et des fouilles systématiques dans plusieurs quartiers», détaille-t-il. Rien ne dit non plus que les séparatistes ne tenteront pas d›agir à Yaoundé ou à Douala, la capitale économique, où ils ont déjà perpétré de petits attentats par le passé. Vendredi, dans ses vœux télévisés, rappelle France 24, le président Paul Biya, qui dirige, à 88 ans, le pays d'une main de fer depuis trente-neuf ans, a évoqué *«plusieurs cas de reddition»* dans les groupes armés. Mais ils «continuent de se livrer à des activités criminelles, en multipliant les attaques aux engins explosifs i*mprovisés et les meurtres de civils désarmés»*, a prévenu le chef de l'État, à qui les ONG reprochent d'être absolument inflexible sur la question des régions anglophones. Face à la menace, le gouvernement martèle à l'envi que *«la sécurité sera assurée»*. Sollicités par l'AFP, ni le pouvoir ni la Confédération africaine de football (CAF) n'ont voulu donner des précisions sur le dispositif sécuritaire prévu. Dans la capitale Yaoundé, à quelque 250 km à l'est de la frontière des zones anglophones, l'ambiance lundi était beaucoup plus relâchée et seuls quelques agents de sécurité surveillaient d'un œil distrait les derniers préparatifs autour du stade tout neuf d'Olembé, construit pour la CAN, antre de l'équipe nationale, les Lions Indomptables.

Les autorités camerounaises rassurent

«La situation sécuritaire ne cause de souci véritablement que dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, mais je pe*nse que nos forces de défense ont suffisamment d'expérience pour y répondre»*, veut croire James Mouangue Kobila, président de la Commission des droits de l'Homme et professeur de droit public, interrogé par la même source. *«Le dispositif de sécurité est exceptionnel au regard des enjeux et nous avons eu le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), en janvier 2021, sans incident»*, argumente-t-il. Le Cameroun fait également face à une autre menace, dans l'extrême-nord,

La suite à la page 15

La suite de la page 14

celle des attaques jihadistes qui ont toutefois baissé d'intensité depuis la mort, en mai 2021, d'Abubakar Shekau, le chef de Boko Haram. Le groupe rival "État islamique en Afrique de l'Ouest" (Iswap) a toutefois consolidé son influence dans la région du Lac Tchad et mène des incursions sporadiques au Cameroun. Les deux pourraient bien profiter de l'effet d'aubaine de la CAN pour des actions qui frapperaient les esprits, redoutent certains, dans le nord ou à Yaoundé et à Douala. «Je ne pense pas que les jihadistes puissent perturber la CAN, à moi*ns de vouloir frapper un grand coup, ce qui est toujours possible»*, estime ainsi Guibaï Gatama, directeur de publication de L'Œil du Sahel, le journal bi-hebdomadaire de référence sur le nord du Cameroun. «Le stade de la région Nord qui accueillera le groupe D (Égypte, Nigeria, Soudan, Guinée Bissau) à Garoua, se trouve très loin de leur périmètre d›activités», à plus de 300 kilomètres, tempère-t-il.

Abdoul Karim TAPSOBA

Vital Kamerhe, autorisé à se faire soigner à l'étranger



Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi, a été condamné en juin 2021 à 13 ans de prison pour détournement de fonds

Déjà bénéficiaire depuis le 6 décembre 2021 d'une mesure de liberté provisoire, selon Radio France Internationale (RFI), Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi, est autorisé à quitter le pays. Il s'est envolé lundi dernier dans la soirée vers l'Europe. Selon Billy Kambale, secrétaire général de l'UNC, son parti, c'est pour des raisons sanitaires.

A en croire RFI, le sujet est sensible et aucune source ne veut en parler ouvertement, son entourage craignant que tout soit annulé à la dernière minute. Au sein de son parti politique et de sa famille, tous sont convaincus que l'ancien directeur de cabinet de Félix Tshisekedi a encore beaucoup d'adversaires. «Nous ne voulons pas prêter le flanc à ceux qui veulent l'enfoncer davantage. Nous voulons protéger notre chef», se confie à cette source, un de ses proches collaborateurs. L'opération d'évacuation a été soigneusement et discrètement menée. On sait tout de même qu'il s'est rendu en Europe, poursuit le média français, mais la destination finale a été soigneusement gardée secrète,

La suite à la page 16

La suite de la page 15



Vital Kamerhe (g.) a été l'un des fervents soutiens de l'actuel président congolais Félix Tshisekedi (dr.) lors de la présidentielle de 2018

pour l'instant. Selon les sources de son parti, trois personnes l'accompagnent: son secrétaire particulier, son épouse et son médecin. De quoi souffre-t-il? Ses proches contactés par la radio mondiale évoquent des problèmes respiratoires depuis plusieurs mois. Déjà, avant sa libération provisoire, Vital Kamerhe n'était plus détenu dans sa cellule de la prison centrale de Makala. Il était interné dans un centre médical de la capitale. À ce stade, aucune date de retour n'a été communiquée. Son entourage précise que l'autorisation de sortie qui lui a été accordée ne mentionne pas ce détail. Ses proches expliquent que ce séjour à l'étranger est une recommandation médicale, rien de plus. Il ne serait pas motivé par la peur de la justice ou du régime en place, expliquent-ils.

Vital Kamerhe, toujours allié à Félix Tshisekedi?

Politiquement, Vital Kamerhe se considère toujours comme un allié de Félix Tshisekedi et ses relations avec ce dernier se seraient d'ailleurs davantage améliorées ces derniers mois tout comme le rapprochement entre l'UNC et l'UDPS, leurs partis respectifs, selon RFI. «Nous sommes en politique, il n'y a pas de place pour la rancœur. Nous avons reçu des coups. Il faut maintenant avancer », a confié laconiquement à cette radio, un de ses proches collaborateurs. Aujourd'hui, à part sa santé, constate cette source, la priorité de Vital Kamerhe est de parvenir à obtenir un acquittement en cassation, après un procès qu'il considère toujours comme politique. L'autre chantier concerne l'Union pour la nation congolaise (UNC), son parti. Le directoire a été changé. Un nouveau secrétaire général plus jeune a été nommé en juin dernier pour adapter le parti aux enjeux de l'heure et au profil des nouveaux militants. «*Nous travaillons sur notre parti. C'est la clé de notre positionnement pour les élections de 2023*», a ajouté un autre cadre de l'UNC. A un an des élections générales, tout est scruté. Vital Kamerhe avance prudemment vers cette échéance et calcule toutes les sorties médiatiques de ses lieutenants. L'un de ses co-accusés, l'homme d'affaires d'origine libanaise, Samih Jammal, plus de 80 ans, est lui toujours incarcéré. En appel, il a été condamné à 6 ans de détention. Selon son avocat, il se trouve dans un centre médicalisé dépendant de la prison de Makala, dans un état préoccupant. Maître Jamal Taleb, avocat au barreau de Paris, explique avoir demandé une remise en liberté provisoire pour son client, et ne pas comprendre cette différence de traitement. On retient que Vital Kamerhe a été condamné en appel en juin 2021 à 13 ans de prison pour détournement de fonds publics.

Abdoul karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Déclaration de Politique Générale du premier ministre Lassina Zerbo : La feuille de route du gouvernement scrutée par les parlementaires





Devant la représentation nationale, le nouveau premier ministre Lassina Zerbo a décliné les grandes orientations du programme de son équipe gouvernementale

Nommé le 10 décembre 2021 en remplacement de Christophe Dabiré, et après avoir pris fonction trois jours plus tard, Dr Lassina Zerbo était **face à l'assemblée nationale le vendredi 7 janvier 2022 pour livrer sa toute première Déclaration de politique générale (DPG). Pendant plusieurs heures d'horloge, le chef de l'exécutif burkinabé a décliné les grandes orientations du programme de son** équipe **qualifiée de <<gouvernement de combat>> par plusieurs analystes. À l'issue de cet exercice oral constitutionnel, Lassina Zerbo et son gouvernement ont reçu l'approbation des** élus **nationaux pour exercer leurs missions régaliennes.**

Conformément aux dispositions constitutionnelles du Burkina Faso, le nouveau premier ministre Lassina Zerbo était face aux députés le 7 janvier 2022. L'objectif affiché était de lister les grandes orientations des actions de son gouvernement et recevoir le quitus des parlementaires. D'entrée de jeu, l'orateur principal du jour s'est montré compatissant envers toutes les victimes de l'insécurité au Burkina Faso. Il a également souligné sa solidarité aux Personnes Déplacées Internes (PDI), du fait du terrorisme, lui qui a passé la fête de la Noel auprès d'elles. «*Les visages des enfants des Déplacés que j'ai pu rencontrer le jour de Noel me hanteront toujours et tant que nous n'aurons pas trouvé les solutions qui s'imposent, l'avenir de la prochaine génération restera hypothétique. Vous conviendrez avec moi que cette option n'est pas envisageable*», a-t-il déclaré. Moins d'un mois après sa nomination, Lassina Zerbo mesure déjà l'immensité de la tâche qui l'attend, lui et son gouvernement. À l'hémicycle, il n'a pas manqué de dévoiler les principaux axes de la feuille de route de

La suite à la page 18

BURKINA FASO

La suite de la page 17



Face au délitement du tissu sécuritaire, le gouvernement Zerbo I entend doter les FDS et les VDP de moyens conséquents de lutte contre l'hydre terroriste

son gouvernement. <<*Ainsi, le changement de paradigme prôné par le Président du Faso, en lien avec le contexte dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, nous impose un réexamen des priorités de notre pays. Pour ce faire, les quatre (4) grands piliers de l'action gouvernementale s'articulent comme suit: le retour de la paix, de la sécurité et la consolidation de la résilience; le retour des PDI dans leur localité d'origine; la réconciliation nationale; la lutte contre corruption et l'enrichissement illicite*», a-t-il confié.

Principaux défis: sécurité, bonne gouvernance, santé...

Ce dernier, visiblement conscient des forts défis sécuritaires du moment, a tenu à rassurer les populations burkinabè de la ferme détermination des gouvernements précédent et actuel à venir à bout du terrorisme. Cependant, déplore-t-il, «malgré les efforts déployés jusque-là, l'intégrité de notre territoire est mise à mal». A l'entendre, l'état de la Défense et de la Sécurité réclame des gestes audacieux et rapides. Et Lassina Zerbo de promettre, à ce propos, que son équipe agira pour un retour «sans crainte» des PDI dans leurs localités d'origine et aussi pour un retour à la vie socioéconomique normale de ces zones, actuellement sous emprise d'hommes armés semant la terreur. Lassina Zerbo entend s'attaquer aux causes immédiates et profondes de l'insécurité. Concernant les supplétifs de l'armée dans la lutte contre l'insécurité, communément appelés Volontaires pour la Defense de la Patrie (VDP), le chef de l'executif burkinabè annonce que la loi sur les VDP sera relue «pour une meilleure structuration et une mobilisation efficiente des ressources, afin qu'ils contribuent plus efficacement à la lutte contre le terrorisme». Dans cette logique de lutte anti-terroriste, l'hôte du jour des parlementaires de la huitième législature entend prendre des mesures d'ordre à la fois stratégique et opérationnel pour renforcer l'efficacité de l'action militaire sur le terrain, améliorer la collaboration entre les Renseignements, les FDS, les VDP et les populations, proposer des prises en charge psychologique des FDS. Plus loin, il ressort de son discours que le gouvernement établira d'autres partenariats stratégiques en vue d'éradiquer l'hydre terroriste. Pour clore le volet sécuritaire, Lassina Zerbo rassure que les ministères compétents engageront, dans les plus brefs délais, des

La suite à la page 19

BURKINA FASO

La suite de la page 18



À l'issue de son premier exercice oral devant les députés, le gouvernement Zerbo I a reçu le quitus de ces derniers pour exercer ses missions constitutionnelles

mesures nécessaires pour améliorer et rendre infaillibles les dispositifs d'allocation et de paiement des primes et indemnités aux soldats, de soutien aux supplétifs des FDS ainsi que de prise en charge des victimes et ayant-droits. La stratégie militaire ne semble pas être l'unique arme de ce gouvernement Zerbo I, puisque selon son chef d'orchestre, l'exécutif compte mobiliser toutes les ressources nécessaires afin de mettre en œuvre des instruments innovants d'intervention qui promeuvent l'implication des populations et des communautés dans l'œuvre de reconstruction de la résilience.

Le gouvernement Zerbo I, investi par 103 voix contre 24 abstentions

Sur le plan de la bonne gouvernance, le ton est d'ores et déjà donné, selon les dires du premier ministre qui indique que son gouvernement travaillera à prendre les dispositions nécessaires pour doter l'autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) et l'autorité judiciaire de moyens adéquats. La question sanitaire, fortement marquée ces dernières années par la pandémie à Coronavirus n'a pas été omise par l'orateur principal qui, selon lui, a négativement impacté certains secteurs de l'économie nationale. Pour tenter de décanter cette situation, il entend mettre l'accent sur le renforcement des mesures barrières et intensifier la vaccination des populations pour couvrir au moins 70% de la population en vue d'induire une immunité collective contre le COVID-19 à la fin 2022. À en croire le chef de l'executif, le nouvel instrument de développement du Burkiana (le PNDES II) a pour objectif global de rétablir la sécurité et la paix, de renforcer la résilience

La suite à la page 20

SPORT

La suite de la page 19

de la nation et de transformer structurellement l'économie burkinabé pour une croissance forte inclusive et durable. Son coût global, de l'avis de Lassina Zerbo, est de 19.030 milliards de FCFA, qui seront financés par des ressources propres à hauteur de 63%, la recherche de financements innovants additionnels portant sur les 37% restants. D'autres sujets liés notamment au transport, à l'agriculture, à l'énergie…ont été abordés au cours de cette déclaration devant les élus du peuple. Ces derniers ont, par la suite, eu droit à une séance de questions/réponses avec leur hôte. Le dénouement final de cette journée a été marqué par le vote d'investiture à l'issue duquel Lassina Zerbo et son gouvernement ont recueilli 103 voix favorables, 24 abstentions. Ainsi, en conformité avec le droit positif burkinabè, le gouvernement Zerbo I a le quitus des élus nationaux, et par ricochet celui du peuple, pour mener ses activités. Débutée dans la matinée à 10 heures, à l'hémicycle, cette activité a pris fin sous le coup de 18 heures, en fin d'après-midi.

Abdoul Karm TAPSOBA

CAN 2021 : Le Cameroun s'offre le Burkina Faso en match d'ouverture



Le pays organisateur de la CAN 2021 est bien entré dans la compétition en battant le Burkina Faso dans le groupe A, ce dimanche 09 janvier 2022, en match d'ouverture. Score, 2-1. Dans cette rencontre, tout s'est joué en première période. Gustavo Sangaré a ouvert le score pour les Etalons à la 24e minute sur un centre de Bertrand Traoré. Mais peu avant la mi-temps, le Cameroun égalise par Vincent Aboubakar sur pénalty (40e) suite à une faute de Bertrand Traoré. Le même Aboubakar viendra donner l'avantage aux Lions dans le temps additionnel de la première mi-temps sur un nouveau penalty. Score à la pause, 2-1. Opposés à l'Ethiopie ce dimanche dans l'autre match du groupe A de la CAN 2021, les Requins Bleus l'ont emporté 1-0. En effet, en supériorité numérique pendant environ 80 minutes, après l'expulsion de l'éthiopien Yared Bayeh à la 12e minute, le Cap-Vert a gagné son premier match. Les Lions indomptables affronteront l'Ethiopie jeudi prochain lors de leur deuxième sortie. Quant au Burkina Faso, il se mesurera au Cap-Vert.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Soudan : Washington et Khartoum discutent de la situation actuelle du pays



Selon l'Agence Anadolu, un membre du Conseil de souveraineté soudanais, Shams El-Din Kabbashi, a discuté avec un responsable américain des derniers développements de la situation actuelle dans le pays, et des efforts en cours pour les résoudre. Les deux parties ont ainsi souligné la nécessité de revoir «*ces moyens répressifs*» et d'ouvrir une enquête sur les abus qui ont suivi ces mouvements de protestation et de poursuivre en justice les responsables. Selon notre source, les deux responsables ont discuté «d*e l'évolution globale et de la complexité de la situation actuelle dans le pays, et des efforts en cours pour les résoudre*».

Egypte : 6,5 milliards $ destinés à la réalisation de 24 projets de transport en 2022



Dans le cadre de son budget, exercice 2022, le ministère égyptien des Transports, cité par l'Agence Ecofin, a prévu dépenser 6,5 milliards $ pour la mise en œuvre de 24 projets de transport. Cela représente 25 % du portefeuille de financement du développement du ministère de la Coopération internationale. Ces différents projets qui nécessitent des investissements colossaux ont été initiés depuis quelques années, dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique du gouvernement egyptien dénommé Vision 2030, qui intègre des transformations remarquables à apporter au système de transport du pays.

Mauritanie : La «grande muraille verte» ou la difficile lutte contre l'avancée du désert



Au Sahel, selon *Euronews*, le désert gagne du terrain. Maisons et terres agricoles se retrouvent ensevelies sous les dunes. Pour ralentir l'avancée du sable, onze pays africains dont la Mauritanie se sont lancés dans un projet pharaonique : la Grande muraille verte. L'idée est de planter des végétaux en masse sur près de 8 000 km de long entre le Sénégal à l'Ouest et Djibouti à l'Est. Problème, la hausse des températures et la rareté des pluies liées au changement climatique ont provoqué la mort de millions d'arbres en Mauritanie, a ajouté notre source. Pour assurer la survie de la flore locale, des puits et des systèmes d'irrigation alimentés par des panneaux solaires ont été installés.

Nigeria : Bloqué par son club, Odion Ighalo ne participera pas à la CAN

Bloqué par son club, Al-Shabab Ryad, l'attaquant nigérian Odion Ighalo ne pourra pas participer à la Coupe d'Afrique des Nations avec son pays, a rapporté lequipe.fr. Son club, Al Shabab, a indiqué jeudi ne pas laisser partir le joueur car sa convocation serait arrivée trop tard. Selon les règles de la FIFA, confie cette source, les fédérations doivent prévenir les clubs des joueurs sélectionnés quinze jours avant le début du tournoi.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC/ Nord-Kivu : La mesure interdisant les motos de circuler au-delà de 19 heures maintenue « jusqu'à nouvel ordre »



Les autorités provinciales ont indiqué, le jeudi 6 janvier 2021, que la mesure interdisant les motos de circuler au-delà de 19 heures est maintenue dans la ville de Goma au Nord-Kivu, selon Radio Okapi. Cette précision fait suite aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux, faisant cas de la suppression de cette mesure par le maire de Goma. Dans le même ordre, l'autorité provinciale a promis aux motards que leur requête de voir leurs engins circuler au-delà de 19 heures sera étudiée en conseil de sécurité, pour voir si on pourrait revenir sur cette décision.

Ethiopie : Découverte de fossiles d'animaux vieux de 2,3 millions d'années



Des fossiles de nombreux animaux vieux de 2,3 millions d'années ont été découverts avec des outils en pierre dans le sud de l'Ethiopie, ont annoncé, le mercredi 05 janvier 2022, des chercheurs de l'Université d'Addis-Abeba, a rapporté ivoireco.com. Les fossiles et les outils en pierre seraient âgés d'environ 2,3 millions d'années, selon l'équipe de recherche dirigée par l'archéologue, Alemsegged Beldados, ont été découverts dans la vallée de Yalda-Tume de la zone de Konsso, a précisé notre source. Ces fossiles d'animaux marins et terrestres seraient révélateurs, de l'avis des chercheurs, des types d'animaux qui vivaient il y a 2,3 millions d'années.

Soudan : Deux manifestants tués et 54 membres des forces de l'ordre blessés lors des manifestations



La police soudanaise a annoncé que deux manifestants avaient été tués et 54 membres des forces de l'ordre blessés, lors des manifestations qui se sont produites, jeudi dernier, à Khartoum, la capitale. Soixante suspects ont été arrêtés à cette occasion et font l'objet de procédures juridiques, a-t-elle précisé dans un communiqué, accusant les manifestants d'avoir commis des actes de violence contre les forces de l'ordre. De nouvelles manifestations ont eu lieu jeudi dans la capitale soudanaise pour demander aux autorités de transférer le pouvoir à un gouvernement civil.

Ghana : Le gouvernement va construire des écoles d'incendie dans quatre régions



Le gouvernement a déclaré son intention de construire une académie des pompiers et des écoles de formation dans quatre régions, dans le cadre des efforts visant à moderniser et à élever le Service aux normes internationales, a indiqué l'agence de presse du Ghana. Les écoles de formation seraient construites à Duayaw Nkwanta dans la région d'Ahafo, à Kyebi dans la région de l'Est, à Ejura dans la région d'Ashanti et à Mion dans la région du Nord. La vice-ministre de l'Intérieur, Naana Eyiah, l'a fait savoir lors de la cérémonie de remise des diplômes du Service national des incendies du Ghana (GNFS), Cadet Intake XX, à Accra.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Trafic d'êtres humains : Un père arrêté au Libéria pour avoir tenté de vendre son fils



Selon BBC News, un Sierra-Léonais de 29 ans qui aurait tenté de vendre son fils de 10 ans est arrêté et inculpé par la police libérienne. Il s'agit apparemment d'une tentative désespérée pour trouver de l'argent afin de remplacer une moto volée. On lui a dit que la seule façon de réunir rapidement cette somme était de se rendre au Libéria voisin pour essayer de trouver un acheteur pour son fils. Dans son pays, les gens lui avaient dit qu'il serait facile de conclure ce genre d'affaires à la frontière.

Guinée-Bissau : Le gouvernement va consacrer 27,1% de son budget 2022 au volet social



Le gouvernement de la Guinée-Bissau s'est engagé à consacrer 27,1% de son budget général au domaine social, a indiqué, mercredi dernier, le ministère des Finances sur son site. Dans ce cadre, 14% iront à l'éducation, soit plus de 29 milliards de francs CFA (50 millions de dollars) et 10% à la santé, soit plus de 22 milliards de FCFA (38 millions de dollars). Le pays a prévu de dépenser 246 milliards de FCFA (424 millions de dollars) avec un déficit de 72 milliards de FCFA (124 millions de dollars) pour cette année.

Tunisie/ Affaire des déchets importés : Un accord trouvé avec l'Italie



Le ministre des Affaires étrangères tunisien, Othmane Jerandi, a annoncé, le vendredi 07 janvier 2021, qu'un accord a été trouvé avec les autorités italiennes sur l'affaire des déchets italiens, a rapporté Webdo.tn. Un renvoi de ces déchets vers l'Italie est prévu dans les jours à venir, a indiqué notre source. Rappelons que lors de sa visite en Tunisie, le 28 décembre 2021, le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, avait promis trouver une solution immédiate à l'affaire des déchets italiens exportés en Tunisie.

Mozambique : Les terroristes continuent de piller les villages de Cabo Delgado



Alors que les dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se préparaient à tenir, vendredi dernier, un sommet extraordinaire pour discuter de la lutte contre le terrorisme au Mozambique, des groupes djihadistes ont continué de lancer des attaques dans la province septentrionale de Cabo Delgado a indiqué clubofmozambique.com. Selon un article publié jeudi dans le journal indépendant « Mediafax », il y a eu une dizaine d'attaques dans trois districts de Cabo Delgado depuis le jour de l'An. Le 1er janvier même, des terroristes ont attaqué le village de Nova Zambezia dans le district de Macomia, où ils ont assassiné quatre personnes. Deux d'entre eux seraient des proches de l'administrateur du district, Tomas Badae.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

La Somalie reçoit un financement du Programme alimentaire mondial



Le ministre du Travail et des Affaires sociales, Abdiwahab Ugas Hussein Khalif, a rencontré le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) en Somalie, Elkhidir Daluum. Au cours de la réunion, un accord de coopération de 185 millions de dollars entre la Somalie et le PAM a été signé selon Hiiraan Online. Lors de la réunion, le ministre somalien a souligné la mise en œuvre des programmes d'aide sociale du pays ainsi que l'accord signé avec le PAM, appelant toutes les agences d'aide humanitaire à renforcer leurs réponses aux répercussions de la sécheresse dans le pays.

Covid-19 : Le Rwanda ferme 18 hôtels pour violation des règles



Dix-huit grands restaurants et hôtels de la capitale du Rwanda, Kigali, ont été temporairement fermés et condamnés à une amende pour avoir enfreint les règles, alors que le pays intensifie ses efforts pour freiner la propagation du coronavirus, a rapporté The East Africa. Le Rwanda a également révisé les règles de Covid-19, le pays exigeant désormais que tous les Rwandais voyageant hors du pays soient complètement vaccinés. Les règles révisées ont rendu les certificats de vaccination Covid-19 et les résultats de tests négatifs obligatoires pour accéder aux lieux publics, y compris les restaurants et autres activités de loisirs.

La Chine va nommer un envoyé spécial dans la Corne de l'Afrique



Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a annoncé, jeudi dernier, que Pékin nommerait un envoyé spécial dans la Corne de l'Afrique, signalant l'intention de son pays de jouer un rôle plus important dans la région déchirée par le conflit, selon l'AFP cité par The Citizen. L'annonce est intervenue alors qu'un émissaire américain devait arriver en Éthiopie pour encourager les pourparlers à mettre fin à plus d'un an de guerre dans le nord du pays. Wang, lors d'une tournée dans trois pays d'Afrique, a déclaré que la Chine souhaitait encourager le dialogue pour surmonter les défis de paix et de sécurité qui affligent la Corne.

Burkina Faso : Une dizaine de civils tués dans une attaque dans le Centre-nord



Une dizaine de civils ont été tués, mercredi dernier, dans une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés contre le village de Ankouna, dans la commune de Pensa dans la région du Centre-nord du Burkina Faso, ont annoncé plusieurs sources concordantes à l'Agence Anadolu. «*Le village a été attaqué par des terroristes qui ont tué 10 civils et blessé un autre qui a été évacué à Kaya, chef-lieu de la région, pour des soins*», a indiqué un élu local qui fait état d'une situation sécuritaire «précaire». Selon le journal «l'obsPaalga.com», cette attaque a fait «*une dizaine de morts, des blessés et d'importants dégâts matériels*».

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
Site web www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA

Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21 +226 61 08 03 03 +226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info